

duction des rapports présentés à l'Énergie atomique du Canada, Limitée concernant l'usine d'eau lourde à Glace Bay (N.-É.)

**M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond):**

Monsieur l'Orateur, je veux qu'on sache tout de suite que j'appuie la motion du député de Trinity (M. Hellyer) demandant de mettre tous les renseignements sur cette affaire à la disposition des contribuables canadiens. Cela dit, je tiens à bien préciser que je suis tout à fait en faveur de la restauration de l'usine de Glace Bay promise par le gouvernement, d'autant plus que le taux de chômage dans la région s'établit entre 29 et 31 p. 100 et que la restauration de l'usine serait d'un grand secours.

Même si j'appuie entièrement le dépôt de ces documents, j'aimerais prendre quelques instants pour évoquer certains commentaires du député de Thunder Bay (M. Penner), qui a fait un bref résumé—et j'appuie sur le mot bref—du rôle du gouvernement actuel dans la construction de l'usine d'eau lourde de Glace Bay.

Le député de Trinity a parlé de quelques principes importants. Il a rappelé qu'on a fait certaines ouvertures d'un caractère éminemment politique; qu'on a obtenu des avis d'experts; il a fait valoir qu'il fallait réexaminer les motifs des décisions prises et que c'était pour des raisons politiques que le gouvernement Pearson avait décidé de remettre l'usine en marche. Ce qui me sidère, c'est que le député de Trinity faisait partie du gouvernement qui a pris cette décision et imposé au gouvernement de la Nouvelle-Écosse une camisole de force financière.

Si ce sont des faits que le gouvernement veut, ces faits sont connus. Depuis cinq ans, j'écoute les propos sarcastiques que lancent mes vis-à-vis à mon chef à propos de l'usine d'eau lourde de Glace Bay. Je leur réponds que s'ils sont si sarcastiques, c'est qu'ils ne connaissent pas l'histoire de cette usine. Combien d'entre eux savent que c'est le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, de concert avec l'Énergie atomique du Canada, Limitée, qui a pris l'initiative d'investir entre 15 et 18 millions de dollars pour construire cette usine?

A ce moment-là, on a décidé de doubler la capacité de l'usine, et de ce fait le coût de sa construction. Je ne pense pas que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ait forcément participé à cette décision mais même le leader actuel du gouvernement à la Chambre qui, je le regrette, n'est pas à sa place, a dit qu'il s'agissait d'une entreprise formidable. En vérité, il approuvait sans réserve la décision.

Puis, la capacité de l'usine étant doublée, le gouvernement libéral de l'époque a insisté pour que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ait un intérêt majoritaire de 51 p. 100, ce qui l'a entraîné dans les difficultés financières où il a fini par aboutir. Les députés d'en face désignent du doigt le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) qui était à ce moment-là premier ministre de la province de Nouvelle-Écosse, mais il n'avait vraiment pas le choix; lui-même et la population de la Nouvelle-Écosse ont été acculés à cette situation.

Quand les députés d'en face parlent de décisions politiques, qu'ils se souviennent de ce cas. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse avait entrepris d'étudier la possibilité

de réaménager l'usine. L'étude, exécutée par Dupont, a établi qu'elle pourrait être remise en état à un coût de 30 millions de dollars. Qu'a fait le gouvernement? A force d'atermoiements le coût de la remise en état de l'usine avait dépassé 90 millions de dollars. Voilà une décision politique qui a triplé le coût de la remise en état. Si les députés d'en face veulent qu'on leur prouve qu'il s'agit d'une décision politique, ce n'est pas difficile. Je suis gêné de le dire, mais le ministre de Cap-Breton, actuellement leader du parti libéral à la Chambre, s'est adressé à la onzième heure d'une campagne électorale provinciale à Glace Bay le 11 octobre à un auditoire politique, disant qu'un accord était prêt à être signé mais que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse n'avait pas formulé la nouvelle offre absolument nécessaire.

J'ai déjà abordé la question à la Chambre et si l'on doute de mes assertions, j'ai ici une transcription des propos du ministre à la télévision. Et si cela ne suffit pas, j'invite chacun des représentants à venir dans mon bureau où, grâce à un enregistrement sur magnétophone, il pourra entendre le ministre reprocher au gouvernement de la Nouvelle-Écosse de ne pas avoir fait la nouvelle offre qui s'imposait.

Le 13 octobre, le gouvernement était devenu libéral. Six jours plus tard, le 19 octobre, on présentait ici à la Chambre un projet de loi prévoyant de l'aide pour cette usine. Le retard apporté par le gouvernement dans une telle décision a coûté plus de 60 millions de dollars aux contribuables canadiens. Le représentant de Trinity parle de responsabilités, mais il aurait dû assumer une partie de la responsabilité de la décision politique prise à ce moment-là, quand la question fut d'abord soulevée au Parlement. Je puis invoquer bien des témoignages présentés au comité des sciences de l'autre endroit. Le président de ce comité, qui était ministre, déclara que le cabinet n'avait pas examiné suffisamment la question pour prendre une décision convenable.

Le député de Thunder Bay a signalé le potentiel considérable de l'usine et fait état de la concurrence imposée au Canada dans le domaine des réacteurs nucléaires. C'est une absurdité. Chose certaine, nous ne pouvons les vendre, nous sommes obligés de les donner. Deux pays seulement se sont intéressés à ces réacteurs, le Pakistan et l'Inde, et qu'ont-ils donné en retour? Qu'on me montre un état de comptes comme preuve qu'ils ont payé quelque chose. Cette initiative a probablement fait partie du programme d'aide à l'étranger.

Au dire du député, les autres pays n'utilisent pas d'eau lourde pour leurs réacteurs atomiques mais de l'uranium enrichi. Si le député de Thunder Bay en doute, je lui conseille de s'adresser au président du comité des sciences de l'autre endroit, qui a mis les choses au point. Il appartient au même parti que le député. J'ai fait allusion aux remarques du président du comité de la politique scientifique de l'autre endroit ainsi que du député de Trinity et de celui de Thunder Bay. L'honorable député de Renfrew-Carleton, qu'on trouve dans la dernière rangée là-bas, s'est formalisé des déclarations de son premier ministre (M. Trudeau) au sujet de l'usine de Glace Bay. Il a dit qu'il fallait respecter certaines conditions...